



**Direction des Affaires  
juridiques**

Affaire suivie par :

Nom : POIATA Adriana

✉ : affaires.juridiques@crous-  
versailles.fr

Le Directeur Général du Crous de  
l'académie de Versailles

à

Monsieur SY Fatoumata  
Résidence Marguerite Yourcenar  
Logement 502  
15, rue André Lalande  
91000 Évry

**Objet : Rejet du recours gracieux – logement n° 502– résidence de Marguerite Yourcenar**

**Références :**

- délibération conseil d'administration du Crous de Versailles CA-20240312-12
- code de l'éducation, notamment ses articles L. 822-1, R. 822-2, R. 822-30 et R. 822-31
- décision d'admission 2023/2024
- décision de non-renouvellement en date du 02/08/2024
- recours gracieux en date du 18/07/2024
- Avis défavorable de la commission de recours en date du 23/07/2024

Monsieur,

Vous avez adressé à la Direction des Affaires juridiques une demande de renouvellement gracieuse le 18 juillet 2024, après la date limite fixée pour la campagne de renouvellement.

En effet, vous avez été destinataire d'une décision administrative portant non-renouvellement de votre droit d'occupation, en date du 02/08/2024, précisant le motif suivant :

- Vous n'avez pas satisfait aux obligations du règlement intérieur précédemment (non-respect des règles d'hygiène et d'entretien et hébergement d'un tiers (matelas supplémentaire) ayant fait l'objet de deux rapports de constat le 26 janvier 2024 le 2 février 2024)

Votre dossier a fait l'objet d'une étude approfondie en commission de recours du 23 juillet 2024. La commission a relevé que vous n'aviez pas effectué de demande de renouvellement dans les délais de la campagne de renouvellement. Par ailleurs, la commission a pu constater sur pièces que vous n'avez pas satisfait aux obligations du règlement intérieur (non-respect des règles d'hygiène et d'entretien et hébergement d'un tiers (matelas supplémentaire) ayant fait l'objet de deux rapports de constat le 26 janvier 2024 le 2 février 2024).

D'autre part, le droit au renouvellement est conditionné aux capacités d'accueil des publics prioritaires du Crous (étudiants boursiers ou dont l'indice social est équivalent à celui d'un boursier). En effet, le pourcentage de renouvellement et de réadmission ne doit pas obérer les capacités d'accueil pour respecter le principe de priorité de loger les étudiants primo-entrants dans l'enseignement supérieur et d'assurer ainsi la mission de service public confiée au Crous de Versailles.

Compte tenu de ces éléments, je suis au regret de répondre défavorablement à votre recours gracieux en date du 18 juillet 2024.

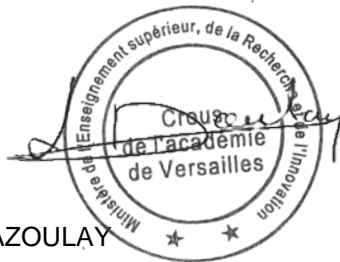
Votre droit d'occupation prend fin au **31 août 2024**.

Il convient de vous rapprocher de votre résidence afin d'arrêter une date de départ précédée d'un pré-état des lieux.

Je vous rappelle en outre que **toute occupation illégale d'un logement** entraîne, pour l'occupant concerné, l'**extinction de ses droits aux aides au logement** (APL ou ALS). Par ailleurs, l'occupant devra s'acquitter d'une indemnité compensatrice d'occupation égale au montant de la redevance due. Aussi ces mesures entraîneront, en cas de maintien dans les lieux, une **augmentation de votre reste à charge mensuel**.

A Versailles, le 30/03/2024

Pour le Directeur général et par délégation le Directeur adjoint.



Laurent AZOULAY  
Directeur adjoint

### **Voies et délais de recours**

Un recours contentieux peut être exercé auprès du Tribunal Administratif de Cergy dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente.



**Direction des Affaires  
juridiques**

Affaire suivie par :

Nom : POIATA Adriana

✉ : affaires.juridiques@crous-  
versailles.fr

Le Directeur Général du Crous de  
l'académie de Versailles

à

Monsieur AGHMOU Yasmine  
Résidence Marguerite Yourcenar  
Logement 706  
15, rue André Lalande  
91000 Évry

**Objet : Rejet du recours gracieux – logement n° 706– résidence de Marguerite Yourcenar**

**Références :**

- délibération conseil d'administration du Crous de Versailles CA-20240312-12
- code de l'éducation, notamment ses articles L. 822-1, R. 822-2, R. 822-30 et R. 822-31
- décision d'admission 2023/2024
- décision de non-renouvellement en date du 02/08/2024
- recours gracieux en date du 18/07/2024
- Avis défavorable de la commission de recours en date du 23/07/2024

Monsieur,

Vous avez adressé à la Direction des Affaires juridiques une demande de renouvellement gracieuse le 18 juillet 2024, après la date limite fixée pour la campagne de renouvellement.

En effet, vous avez été destinataire d'une décision administrative portant non-renouvellement de votre droit d'occupation, en date du 02/08/2024, précisant le motif suivant :

- Vous n'avez pas satisfait aux obligations du règlement intérieur précédemment (non-respect des règles d'hygiène et d'entretien et hébergement d'un tiers (matelas supplémentaire) ayant fait l'objet de deux rapports de constat le 26 janvier 2024 le 2 février 2024)

Votre dossier a fait l'objet d'une étude approfondie en commission de recours du 23 juillet 2024. La commission a relevé que vous n'aviez pas effectué de demande de renouvellement dans les délais de la campagne de renouvellement. Par ailleurs, la commission a pu constater sur pièces que vous n'avez pas satisfait aux obligations du règlement intérieur (non-respect des règles d'hygiène et d'entretien et hébergement d'un tiers (matelas supplémentaire) ayant fait l'objet de deux rapports de constat le 26 janvier 2024 le 2 février 2024).

D'autre part, le droit au renouvellement est conditionné aux capacités d'accueil des publics prioritaires du Crous (étudiants boursiers ou dont l'indice social est équivalent à celui d'un boursier). En effet, le pourcentage de renouvellement et de réadmission ne doit pas obérer les capacités d'accueil pour respecter le principe de priorité de loger les étudiants primo-entrants dans l'enseignement supérieur et d'assurer ainsi la mission de service public confiée au Crous de Versailles.

Compte tenu de ces éléments, je suis au regret de répondre défavorablement à votre recours gracieux en date du 18 juillet 2024.

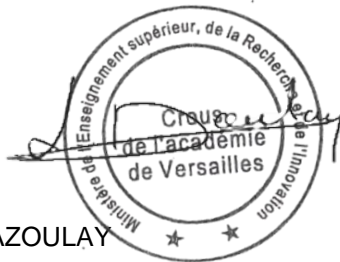
Votre droit d'occupation prend fin au **31 août 2024**.

Il convient de vous rapprocher de votre résidence afin d'arrêter une date de départ précédée d'un pré-état des lieux.

Je vous rappelle en outre que **toute occupation illégale d'un logement** entraîne, pour l'occupant concerné, l'**extinction de ses droits aux aides au logement** (APL ou ALS). Par ailleurs, l'occupant devra s'acquitter d'une indemnité compensatrice d'occupation égale au montant de la redevance due. Aussi ces mesures entraîneront, en cas de maintien dans les lieux, une **augmentation de votre reste à charge mensuel**.

A Versailles, le 30/03/2024

Pour le Directeur général et par délégation le Directeur adjoint.



Laurent AZOULAY  
Directeur adjoint

### **Voies et délais de recours**

Un recours contentieux peut être exercé auprès du Tribunal Administratif de Cergy dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente.



**Direction des Affaires  
juridiques**

Affaire suivie par :

Nom : POIATA Adriana

✉ : affaires.juridiques@crous-  
versailles.fr

Le Directeur Général du Crous de  
l'académie de Versailles

à

Monsieur BESILI Mohamed  
Résidence Marguerite Yourcenar  
Logement 102  
15, rue André Lalande  
91000 Évry

**Objet : Rejet du recours gracieux – logement n° 102– résidence de Marguerite Yourcenar**

**Références :**

- délibération conseil d'administration du Crous de Versailles CA-20240312-12
- code de l'éducation, notamment ses articles L. 822-1, R. 822-2, R. 822-30 et R. 822-31
- décision d'admission 2023/2024
- décision de non-renouvellement en date du 02/08/2024
- recours gracieux en date du 18/07/2024
- Avis défavorable de la commission de recours en date du 23/07/2024

Monsieur,

Vous avez adressé à la Direction des Affaires juridiques une demande de renouvellement gracieuse le 18 juillet 2024, après la date limite fixée pour la campagne de renouvellement.

En effet, vous avez été destinataire d'une décision administrative portant non-renouvellement de votre droit d'occupation, en date du 02/08/2024, précisant le motif suivant :

- Vous n'avez pas satisfait aux obligations du règlement intérieur précédemment (non-respect des règles d'hygiène et d'entretien et hébergement d'un tiers (matelas supplémentaire) ayant fait l'objet de deux rapports de constat le 26 janvier 2024 le 2 février 2024)

Votre dossier a fait l'objet d'une étude approfondie en commission de recours du 23 juillet 2024. La commission a relevé que vous n'aviez pas effectué de demande de renouvellement dans les délais de la campagne de renouvellement. Par ailleurs, la commission a pu constater sur pièces que vous n'avez pas satisfait aux obligations du règlement intérieur (non-respect des règles d'hygiène et d'entretien et hébergement d'un tiers (matelas supplémentaire) ayant fait l'objet de deux rapports de constat le 26 janvier 2024 le 2 février 2024).

D'autre part, le droit au renouvellement est conditionné aux capacités d'accueil des publics prioritaires du Crous (étudiants boursiers ou dont l'indice social est équivalent à celui d'un boursier). En effet, le pourcentage de renouvellement et de réadmission ne doit pas obérer les capacités d'accueil pour respecter le principe de priorité de loger les étudiants primo-entrants dans l'enseignement supérieur et d'assurer ainsi la mission de service public confiée au Crous de Versailles.

Compte tenu de ces éléments, je suis au regret de répondre défavorablement à votre recours gracieux en date du 18 juillet 2024.

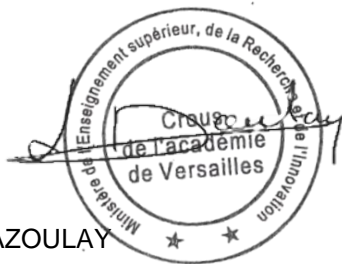
Votre droit d'occupation prend fin au **31 août 2024**.

Il convient de vous rapprocher de votre résidence afin d'arrêter une date de départ précédée d'un pré-état des lieux.

Je vous rappelle en outre que **toute occupation illégale d'un logement** entraîne, pour l'occupant concerné, l'**extinction de ses droits aux aides au logement** (APL ou ALS). Par ailleurs, l'occupant devra s'acquitter d'une indemnité compensatrice d'occupation égale au montant de la redevance due. Aussi ces mesures entraîneront, en cas de maintien dans les lieux, une **augmentation de votre reste à charge mensuel**.

A Versailles, le 30/03/2024

Pour le Directeur général et par délégation le Directeur adjoint.



Laurent AZOULAY  
Directeur adjoint

### **Voies et délais de recours**

Un recours contentieux peut être exercé auprès du Tribunal Administratif de Cergy dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente.



**Direction des Affaires  
juridiques**

Affaire suivie par :

Nom : POIATA Adriana

✉ : affaires.juridiques@crous-  
versailles.fr

Le Directeur Général du Crous de  
l'académie de Versailles

à

Monsieur AZONSI JOSEPH  
Résidence Marguerite Yourcenar  
Logement 08 02  
15, rue André Lalande  
91000 Évry

**Objet : Rejet du recours gracieux – logement n° 08 02– résidence de Marguerite Yourcenar**

**Références :**

- délibération conseil d'administration du Crous de Versailles CA-20240312-12
- code de l'éducation, notamment ses articles L. 822-1, R. 822-2, R. 822-30 et R. 822-31
- décision d'admission 2023/2024
- décision de non-renouvellement en date du 02/08/2024
- recours gracieux en date du 18/07/2024
- Avis défavorable de la commission de recours en date du 23/07/2024

Monsieur,

Vous avez adressé à la Direction des Affaires juridiques une demande de renouvellement gracieuse le 18 juillet 2024, après la date limite fixée pour la campagne de renouvellement.

En effet, vous avez été destinataire d'une décision administrative portant non-renouvellement de votre droit d'occupation, en date du 02/08/2024, précisant le motif suivant :

- Vous n'avez pas satisfait aux obligations du règlement intérieur précédemment (non-respect des règles d'hygiène et d'entretien et hébergement d'un tiers (matelas supplémentaire) ayant fait l'objet de deux rapports de constat le 26 janvier 2024 le 2 février 2024)

Votre dossier a fait l'objet d'une étude approfondie en commission de recours du 23 juillet 2024. La commission a relevé que vous n'aviez pas effectué de demande de renouvellement dans les délais de la campagne de renouvellement. Par ailleurs, la commission a pu constater sur pièces que vous n'avez pas satisfait aux obligations du règlement intérieur (non-respect des règles d'hygiène et d'entretien et hébergement d'un tiers (matelas supplémentaire) ayant fait l'objet de deux rapports de constat le 26 janvier 2024 le 2 février 2024).

D'autre part, le droit au renouvellement est conditionné aux capacités d'accueil des publics prioritaires du Crous (étudiants boursiers ou dont l'indice social est équivalent à celui d'un boursier). En effet, le pourcentage de renouvellement et de réadmission ne doit pas obérer les capacités d'accueil pour respecter le principe de priorité de loger les étudiants primo-entrants dans l'enseignement supérieur et d'assurer ainsi la mission de service public confiée au Crous de Versailles.

Compte tenu de ces éléments, je suis au regret de répondre défavorablement à votre recours gracieux en date du 18 juillet 2024.

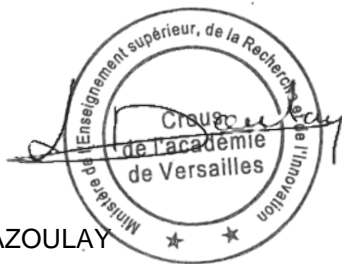
Votre droit d'occupation prend fin au **31 août 2024**.

Il convient de vous rapprocher de votre résidence afin d'arrêter une date de départ précédée d'un pré-état des lieux.

Je vous rappelle en outre que **toute occupation illégale d'un logement** entraîne, pour l'occupant concerné, l'**extinction de ses droits aux aides au logement** (APL ou ALS). Par ailleurs, l'occupant devra s'acquitter d'une indemnité compensatrice d'occupation égale au montant de la redevance due. Aussi ces mesures entraîneront, en cas de maintien dans les lieux, une **augmentation de votre reste à charge mensuel**.

A Versailles, le 30/03/2024

Pour le Directeur général et par délégation le Directeur adjoint.



Laurent AZOULAY  
Directeur adjoint

### **Voies et délais de recours**

Un recours contentieux peut être exercé auprès du Tribunal Administratif de Cergy dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente.





**Direction des Affaires  
juridiques**

Affaire suivie par :

Nom : POIATA Adriana

✉ : affaires.juridiques@crous-  
versailles.fr

Le Directeur Général du Crous de  
l'académie de Versailles

à

Monsieur BENHSINA ADIB  
Résidence Marguerite Yourcenar  
Logement 11 01  
15, rue André Lalande  
91000 Évry

**Objet : Rejet du recours gracieux – logement n° 11 01– résidence de Marguerite Yourcenar**

**Références :**

- délibération conseil d'administration du Crous de Versailles CA-20240312-12
- code de l'éducation, notamment ses articles L. 822-1, R. 822-2, R. 822-30 et R. 822-31
- décision d'admission 2023/2024
- décision de non-renouvellement en date du 02/08/2024
- recours gracieux en date du 18/07/2024
- Avis défavorable de la commission de recours en date du 23/07/2024

Monsieur,

Vous avez adressé à la Direction des Affaires juridiques une demande de renouvellement gracieuse le 18 juillet 2024, après la date limite fixée pour la campagne de renouvellement.

En effet, vous avez été destinataire d'une décision administrative portant non-renouvellement de votre droit d'occupation, en date du 02/08/2024, précisant le motif suivant :

- Vous n'avez pas satisfait aux obligations du règlement intérieur précédemment (non-respect des règles d'hygiène et d'entretien et hébergement d'un tiers (matelas supplémentaire) ayant fait l'objet de deux rapports de constat le 26 janvier 2024 le 2 février 2024)

Votre dossier a fait l'objet d'une étude approfondie en commission de recours du 23 juillet 2024. La commission a relevé que vous n'aviez pas effectué de demande de renouvellement dans les délais de la campagne de renouvellement. Par ailleurs, la commission a pu constater sur pièces que vous n'avez pas satisfait aux obligations du règlement intérieur (non-respect des règles d'hygiène et d'entretien et hébergement d'un tiers (matelas supplémentaire) ayant fait l'objet de deux rapports de constat le 26 janvier 2024 le 2 février 2024).

D'autre part, le droit au renouvellement est conditionné aux capacités d'accueil des publics prioritaires du Crous (étudiants boursiers ou dont l'indice social est équivalent à celui d'un boursier). En effet, le pourcentage de renouvellement et de réadmission ne doit pas obérer les capacités d'accueil pour respecter le principe de priorité de loger les étudiants primo-entrants dans l'enseignement supérieur et d'assurer ainsi la mission de service public confiée au Crous de Versailles.

Compte tenu de ces éléments, je suis au regret de répondre défavorablement à votre recours gracieux en date du 18 juillet 2024.

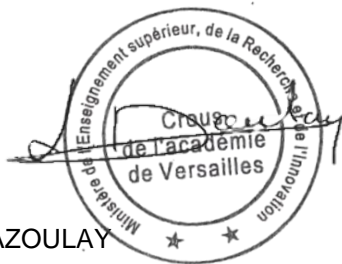
Votre droit d'occupation prend fin au **31 août 2024**.

Il convient de vous rapprocher de votre résidence afin d'arrêter une date de départ précédée d'un pré-état des lieux.

Je vous rappelle en outre que **toute occupation illégale d'un logement** entraîne, pour l'occupant concerné, l'**extinction de ses droits aux aides au logement** (APL ou ALS). Par ailleurs, l'occupant devra s'acquitter d'une indemnité compensatrice d'occupation égale au montant de la redevance due. Aussi ces mesures entraîneront, en cas de maintien dans les lieux, une **augmentation de votre reste à charge mensuel**.

A Versailles, le 30/03/2024

Pour le Directeur général et par délégation le Directeur adjoint.



Laurent AZOULAY  
Directeur adjoint

### **Voies et délais de recours**

Un recours contentieux peut être exercé auprès du Tribunal Administratif de Cergy dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente.



**Direction des Affaires  
juridiques**

Affaire suivie par :

Nom : POIATA Adriana

✉ : affaires.juridiques@crous-  
versailles.fr

Le Directeur Général du Crous de  
l'académie de Versailles

à

Monsieur CHENOUNE NAILA  
Résidence Marguerite Yourcenar  
Logement 03 16  
15, rue André Lalande  
91000 Évry

**Objet : Rejet du recours gracieux – logement n° 03 16– résidence de Marguerite Yourcenar**

**Références :**

- délibération conseil d'administration du Crous de Versailles CA-20240312-12
- code de l'éducation, notamment ses articles L. 822-1, R. 822-2, R. 822-30 et R. 822-31
- décision d'admission 2023/2024
- décision de non-renouvellement en date du 02/08/2024
- recours gracieux en date du 18/07/2024
- Avis défavorable de la commission de recours en date du 23/07/2024

Monsieur,

Vous avez adressé à la Direction des Affaires juridiques une demande de renouvellement gracieuse le 18 juillet 2024, après la date limite fixée pour la campagne de renouvellement.

En effet, vous avez été destinataire d'une décision administrative portant non-renouvellement de votre droit d'occupation, en date du 02/08/2024, précisant le motif suivant :

- Vous n'avez pas satisfait aux obligations du règlement intérieur précédemment (non-respect des règles d'hygiène et d'entretien et hébergement d'un tiers (matelas supplémentaire) ayant fait l'objet de deux rapports de constat le 26 janvier 2024 le 2 février 2024)

Votre dossier a fait l'objet d'une étude approfondie en commission de recours du 23 juillet 2024. La commission a relevé que vous n'aviez pas effectué de demande de renouvellement dans les délais de la campagne de renouvellement. Par ailleurs, la commission a pu constater sur pièces que vous n'avez pas satisfait aux obligations du règlement intérieur (non-respect des règles d'hygiène et d'entretien et hébergement d'un tiers (matelas supplémentaire) ayant fait l'objet de deux rapports de constat le 26 janvier 2024 le 2 février 2024).

D'autre part, le droit au renouvellement est conditionné aux capacités d'accueil des publics prioritaires du Crous (étudiants boursiers ou dont l'indice social est équivalent à celui d'un boursier). En effet, le pourcentage de renouvellement et de réadmission ne doit pas obérer les capacités d'accueil pour respecter le principe de priorité de loger les étudiants primo-entrants dans l'enseignement supérieur et d'assurer ainsi la mission de service public confiée au Crous de Versailles.

Compte tenu de ces éléments, je suis au regret de répondre défavorablement à votre recours gracieux en date du 18 juillet 2024.

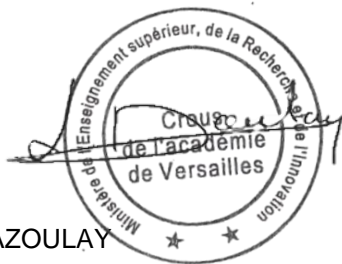
Votre droit d'occupation prend fin au **31 août 2024**.

Il convient de vous rapprocher de votre résidence afin d'arrêter une date de départ précédée d'un pré-état des lieux.

Je vous rappelle en outre que **toute occupation illégale d'un logement** entraîne, pour l'occupant concerné, l'**extinction de ses droits aux aides au logement** (APL ou ALS). Par ailleurs, l'occupant devra s'acquitter d'une indemnité compensatrice d'occupation égale au montant de la redevance due. Aussi ces mesures entraîneront, en cas de maintien dans les lieux, une **augmentation de votre reste à charge mensuel**.

A Versailles, le 30/03/2024

Pour le Directeur général et par délégation le Directeur adjoint.



Laurent AZOULAY  
Directeur adjoint

### **Voies et délais de recours**

Un recours contentieux peut être exercé auprès du Tribunal Administratif de Cergy dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente.